

QUE FAIRE?

Marianne Verville // e-toile.com,
Etienne Ménard et Amélie Bibeau



- 27 août**, à 20h. **Mohammed et David Goudreault** présenteront sur les planches du Tremplin 16-30 (97 Wellington Sud) leurs compositions de slam et rap, tirées de leur album respectif ainsi que de nouvelles pièces. Un micro-ouvert clôturera la soirée.
- 27-28 août**. Le Théâtre aux Antipodes termine sa série de représentations de la pièce **Mise en charpie**, une déconstruction d'une œuvre classique, à ArtFocus (94, rue King Ouest). La troupe de Théâtre aux Antipodes s'inspire du courant expressionniste pour développer du théâtre expérimental intimiste.
- 28 août**, de 20h à minuit. **Bed-in pour la paix** à l'Antiquarius (182, rue Wellington Nord). Entre un rassemblement et un spectacle, cette soirée constitue la première sortie grand public du projet Partenaires pour la paix/Peace Partners et de l'album Many Countries, One Sky. Musique et poésie s'enchaîneront sous l'animation de Patrick Lajeunesse et Frank Poule.
- 2 septembre**, à 20h. **Première soirée de Slam du Tremplin** (97, rue Wellington Sud) qui sera diffusée en direct sur CFLX 95,5 FM. Frank Poule donnera le départ d'une quatrième saison de la compétition de slam à Sherbrooke. Un hommage à Émile Nelligan et un micro-ouvert sont aussi au programme.
- 9-11 septembre**, à 20h. **L'Événement de la rentrée 2010** proposera plusieurs spectacles à saveur de rock, ska et blues : The Planet Smashers, Les Conards à l'Orange, Vulgaires Machins, Half Baked, Alcoholica et Greenwood. L'Événement de la rentrée aura lieu au Théâtre Granada.
- 11 septembre**, à 21h. En grand conspirationniste avoué, le **Dr. Crédible Berlingot** lancera officiellement son album au Bar le Magog (244, rue Dufferin). En plus de la prestation du Dr. Berlingot Orchestra, le quatuor Heavy Mental présentera son répertoire aux sonorités jazz, rock et expérimentales. Des surprises dignes du Docteur sont à prévoir!
- 23 septembre**. **Finale du Grand Chelem** au Tremplin 16-30 (97, rue Wellington Sud). Ce combat de la poésie et du slam qui a débuté lors des soirées Slam du Tremplin mettra une fois de plus au défi Queen Ka, Carl Bessette, Guy Perreault et Marjolaine Beauchamp devant l'impitoyable public de Sherbrooke. Qui remportera le bâton de baseball du slam?
- 2-3 octobre**. **La Cuvée artistique 2010**. Durant toute la journée, le public est invité à parcourir un circuit artistique dans quatre salles choisies au centre-ville de Sherbrooke, sur la rue Wellington sud (départs aux demi-heures au Tremplin 16-30). Il sera dirigé par des animateurs à travers un circuit de prestations sous forme de « showcases », dynamisé par des activités et par des représentations extérieures. La programmation sera bientôt disponible au www.cuveeartistiqueestrie.org.
- 11-17 octobre**. Le festival du conte **Les jours sont contés en Estrie** fête son 18e anniversaire! Une fête de la parole, de l'imaginaire, un événement teinté de poésie, de fraternité... Il se tiendra aux Productions Littorale (138, rue Wellington Nord, bureau 202). La programmation sera bientôt disponible au www.productionslittorale.com.

ENTRÉE LIBRE

JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE SHERBROOKE

GRATUIT

Août 2010 // vol.25 // No.7 // 148^e numéro



LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES : ENTRE DÉCLIN ET SURVIE

PAGE 2



LA KING, LES CHARS, LE TIMES ET AUTRES LIEUX COMMUNS

PAGE 6



LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉNERGIE

PAGE 7



Photo : Thomas Valadon

Les universités québécoises : entre déclin et survie

«Le rendez-vous de l'automne pour le mouvement étudiant sera, selon toute vraisemblance, le fameux sommet des «partenaires» de l'éducation...»

Geoffroy Bruneau

EN CETTE RENTRÉE SCOLAIRE AUTOMNALE, C'EST LE RETOUR DES LUTTES POLITIQUES DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET ÉTUDIANTES POUR LA PRÉSERVATION DE CE QU'IL «RESTE» DE NOS UNIVERSITÉS. C'EST LE RETOUR AUSSI DES REFRAINS GOUVERNEMENTAUX ET DE LEURS COMPARES DES CHAMBRES DE COMMERCE PRÊCHANT LA RATIONALISATION DES DÉPENSES, LA HAUSSE DES FRAIS, LE GEL DES SALAIRES ET, BIEN SÛR, LA VENTE À RABAIS DE NOS INSTITUTIONS.

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Le rendez-vous de l'automne pour le mouvement étudiant sera, selon toute vraisemblance, le fameux sommet des «partenaires» de l'éducation, annoncé par le Ministre des Finances, Raymond Bachand, lors du dernier budget. Déjà qualifié de «sommet du dégel» par le mouvement étudiant (et avec raison!), cet exercice de relations publiques servira ni plus ni moins qu'à «mettre la table» pour une hausse supplémentaire des frais de scolarité après 2012 (les frais ayant déjà été augmentés depuis 2007 de l'ordre de 500 \$ par année). L'objectif avoué et décidé en haut lieu par le «frisé de Sherbrooke» et sa gang de mopettes est le suivant : faire du modèle de financement québécois un modèle normal, c'est-à-dire à la Canadienne avec des frais trois fois plus élevés et une éducation accessible à la minorité la plus favorisée.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) qui regroupe 42 000 membres provenant surtout des Cégeps s'est déjà promis «d'interrompre» le sommet et d'organiser un contre-sommet en guise de protestation face au discours gouvernemental. Du côté de la FEUQ/FECQ et de la TACEQ on peut s'attendre à ce que ces organisations participent à l'exercice, question de profiter de la visibilité médiatique d'un tel événement. Par contre, on peut certainement s'attendre à une mise en scène bien réglée de claquage de portes, question de démontrer à leurs membres respectifs qu'ils ont l'intention de rester fermes sur leurs positions.

Mais quelles sont ces positions? Difficile à dire, du moins à l'exception de l'ASSÉ qui, sans ambiguïté aucune, s'affiche en faveur de la gratuité scolaire, car la TACEQ et la FEUQ naviguent en eaux

troubles et cherchent désespérément une position qui fera consensus parmi leurs membres et qui, surtout, aura un effet mobilisateur. Rien de très simple avec la diversité des disciplines que l'on retrouve sur les campus universitaires. Malgré que tous et toutes s'expriment en faveur de la vertu, à savoir le principe d'accessibilité, les chantres de la compétitivité et de la privatisation ne cessent de répéter le mensonge éhonté suivant : «La hausse des frais n'a aucun effet sur la fréquentation scolaire». Au fond, cela me rassure et à force d'entendre les éditorialistes de La Presse, La Tribune et les scabs de l'Agence QMI nous le répéter, je vais bien finir par y croire!

Dans la réalité, le portrait organisationnel du mouvement étudiant n'est pas bien rose. La FEUQ est en pleine saignée. Elle a perdu près de 75 000 membres depuis 2005 et on est en droit de se demander quand et où va s'arrêter cette hémorragie. Ces étudiants sans affiliation nationale se regroupent de plus en plus au sein d'une nouvelle organisation : la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ) dont les membres proviennent de l'Université McGill (premier cycle), l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke (maî-

trise et doctorat). La TACEQ est toute jeune et elle commence à peine à se doter d'un plan d'action et à amorcer une réflexion sur ses positions en matière de financement des universités. Du côté de l'ASSÉ, il y a peu de mouvements : l'organisation étudiante conserve sensiblement ses effectifs et ses revendications. Reste à voir si, comme par le passé, elle sera en mesure de jouer le rôle d'allumeur dans la mobilisation étudiante québécoise.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

L'affrontement pressenti dans les négociations du secteur public n'aura finalement pas lieu. Les trois centrales syndicales en sont arrivées à une entente de principe tant sur la rémunération que les clauses normatives.

Ce qui est à surveiller c'est bien davantage ce qui se dessine à l'Université de Sherbrooke, car trois syndicats renégocient leurs conventions collectives : les employés de soutien (SEESUS), les professeurs (SPPUS) et les professionnels (APPAPUS). De ces trois négociations, celle du SEESUS pourrait causer des petites surprises à la direction de l'Université. La fusion récente des deux unités d'accréditation (unité régulière

et recherche) est le principal enjeu de la négociation. Étant donné que les employés de la recherche font maintenant partie intégrante de l'unité régulière (ce qui a été imposé par la Commission des relations de travail et ce, malgré l'opposition de l'Université) ces derniers demandent des avantages sociaux comparables. Malgré que les administrations universitaires et les gouvernements font l'éloge sur toutes les tribunes de l'importance de la recherche universitaire, lorsque vient le temps d'octroyer des conditions de travail convenable, cela n'est pas toujours aussi facile, et cela, sans compter que leurs contrats de travail sont échus depuis deux ans...

Mentionnons enfin qu'à l'UdeS, les professeurs sont également en négociation. Rappelons que la dernière «négociation», sous le régime de Bruno-Marie Béchar, s'était conclue de manière brutale par une menace directe de lock-out à l'endroit des professeurs qui, à l'époque, avaient fait le choix de se plier aux conditions de l'Université. Reste à voir si l'ambiance malsaine de la dernière négociation sera encore présente avec la nouvelle administration universitaire.

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer!

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour 8 numéros pendant 1 an.
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z7

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

**VOUS AVEZ DES COMMENTAIRES
OU DES SUGGESTIONS SUR
LES ARTICLES D'ENTRÉE LIBRE?
ÉCRIVEZ-NOUS!**

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Tél. : 819.821.2270 j.entree.libre@gmail.com



L'INFORMATION A PUNTA CANA

Francis Poulin

INFLUENCE COMMUNICATION NOUS LE RAPPELAIT L'AN DERNIER : «ALORS QU'UN JOURNÉE MOYENNE COMPTE ENVIRON 7000 NOUVELLES, CE NOMBRE N'EST PLUS QUE DE 2000 À 3000 DURANT LES MOIS DE JUIN À AOÛT.» LE QUÉBEC C'EST LA VACANCE ! CECI DIT, LES TIRAGES DE JOURNAUX NE BAISSENT PAS, ON DIFFUSE 24/24, LE NOMBRE DE PAGES DIMINUE TRÈS PEU. ALORS QUI A-T-IL DANS NOS MÉDIAS L'ÉTÉ?

Le top 5 des nouvelles estivales se ressemble pas mal chaque année : un scandale politique, une personnalité, une catastrophe, le sport et bien sûr, la météo. Est-ce le même son de cloche au niveau régional? Le CRÉMI se penche donc dans cette chronique sur le contenu de trois journaux locaux : La Tribune, le Journal de Sherbrooke et La Nouvelle de juin à juillet. En voici une brève analyse épicée à la sauce piquante esprit critique.

OMERTA ET LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

Comparativement aux journaux nationaux, l'actualité culturelle et artistique surpasse toutes les autres nouvelles locales. Omaterra a été sans contredit la nouvelle la plus forte de tout l'été. Elle a fait plus de six fois la une, avec une couverture de près de soixante pages pour ce seul mois et demi. Cinq fois plus d'articles écrits avant le spectacle qu'après le jour de première. Pourtant, en terme de droit à l'information, Cité des Rivières, producteur du spectacle, a exercé un vaste contrôle de l'information concernant les dépenses, les problèmes techniques, les raisons de renvoi de son personnel, etc. Beaucoup de bruits, peu de contenu, à l'image du spectacle diraient certains.

Ce n'était pas le seul événement culturel qui fut couvert, il n'y a pas un festival qui échappe aux médias l'été. C'est incontestablement très positif pour les artistes, mais il s'agit très certainement d'une couverture en surface. Seul un article sur cinq fait l'objet d'une recherche originale et 20 % de ces articles offrent des critiques après l'évènement. Les articles de fond sur un artiste sont une espèce encore plus rare.

LE LOCAL FAIT DE L'OMBRE AU NATIONAL

Fait marquant, l'information nationale et la dépêche y est beaucoup moins présente que lors du reste de l'année. Ceci dit, la politique locale, les affaires juridiques et l'actualité (autre culturelle) y sont moins présentes, ce qui affaiblit de beaucoup la diversité de l'information. Par contre, la météo, le fait divers et l'information commandité ne sont pas aussi présents que ce qui pourrait être cru et le travail de la Tribune en ce sens y est pour beaucoup, comparativement aux deux hebdomadaires régionaux. Du reste, la nouvelle nationale la plus chaude de l'été revient à GM. Le 28 juillet, ce dernier a fait la une de la Tribune, de Métro, du Soleil et de la Presse. C'était une publicité de quatre pages, identique dans chaque journal, qui trônait par-dessus l'information véritable. On nous annonçait les modèles «les plus hot de l'été» sur un fond de coucher de soleil ou de paradis fiscal, selon votre interprétation.

Il y a au Québec 11 000 relationnistes pour 4000 journalistes. Si on ajoute les publicistes, qui sont dans leur grosse période, on peut s'imaginer qui produit l'information estivale. Il faudra d'ailleurs bientôt se l'imaginer cette information puisque le smog publicitaire nous en cache maintenant. Si vous êtes intéressés par notre analyse complète ou que vous souhaitez faire de l'analyse de l'information régionale, n'hésitez pas à nous contacter, nous sommes en plein recrutement!

L'auteur est coordonateur au CRÉMI



BILLET

SALUT LES SOLIDAIRES!

Paul Cliche

CERTAINS ESTIMERONT PEUT-ÊTRE QU'UNE TELLE PROFESSION DE FOI CONSTITUE DE LA VILE PARTISANERIE OU QU'ELLE DÉNOTE UNE BONNE DOSE DE NAÏVÉTÉ.

À 75 ans, chargé d'un bagage d'expériences politiques diverses (responsable de l'information politique à La Presse, correspondant parlementaire du Devoir à Québec, membre fondateur du PSQ, président du FRAP, membre du PQ., conseiller municipal du RCM, militant pour la réforme du mode de scrutin, candidat progressiste dans Mercier, membre fondateur de l'UFP et de Québec solidaire et j'en passe), je peux affirmer que je ne suis pas naïf.

La seule autre fois que j'a fait une telle affirmation c'est au début des années 70 peu après la fondation du Parti québécois, mais j'ai vite déchanté après l'arrivée au pouvoir car le parti pris en faveur des travailleurs n'a pas duré longtemps. La promesse de réformer le mode de scrutin a aussi été vite combattue à l'intérieur par les organisateurs du parti qui se sont ralliés la plupart des

députés. Ces derniers ont infligé une cruelle rebuffade à René Lévesque qui était resté fidèle à son engagement électoral.

Dans cette période actuelle de profonde morosité politique où le désarroi menace la plupart des citoyens et où le cynisme déferle dans les chaumières, qu'il est réconfortant de voir aller Québec solidaire!

La performance exceptionnelle d'Amir Khadir, depuis qu'il est député lui a déjà valu l'admiration et l'affection de milliers de Québécois. Mais son dernier exploit mérite d'être signalé. Son équipe et lui, épaulés des militants anonymes, ont préparé un dossier bien étoffé dénonçant quatre firmes qui ont utilisé des prête-noms pour souscrire aux caisses électorales des libéraux, des péquistes et des adéquistes. L'une d'entre elles a déjà plaidé

coupable et la mollesse dont a fait preuve le DGE jusqu'ici a préservé les autres d'accusations.

Je vous invite à lire la chronique publiée dans The Gazette sous la signature de Don Macpherson en date du 7 août en page B7. Le journaliste y décrit fort bien l'opération et fait ressortir le rôle joué par Québec solidaire et son député...

Je suis convaincu que Québec solidaire finira bien par balayer la morosité ambiante pour peu que les gens s'ouvrent les yeux et qu'ils soient de bonne foi.

**ÉCRIVEZ-NOUS AFIN DE
DONNER VOTRE PROPRE
OPINION SUR LE SUJET**

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : 819.821.2270
j.entree.libre@gmail.com

TIRAGE : 9500

Équipe de rédaction

Sylvain Bérubé
Alison Jane Brunette
Ludivine Caussan
Claude Dostie
Annie Forest
Michaël Prince

Collaborateurs

Geoffroy Bruneau
Antoni Daigle & Jacinthe Caron
Paul Cliche
Alexandre Ouellet
Francis Poulin
Hubert Richard
Jean-Martin Veilleux
Gédéon Verreault

Mise en page

Etienne Ménard

Correction

Amélie Bibeau, Caroline Vohl
et Daniel Gaudette

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :

Studio Stage 2010

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 4e trimestre 2009

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François.



VOX POPULI

Claude Dostie Jr

ÊTES-VOUS SATISFAIT-ES DE LA VIE CULTURELLE À SHERBROOKE? QUE PENSEZ-VOUS QU'IL FAUDRAIT FAIRE POUR AMÉLIORER CELLE-CI?

GEOFFROY BRUNEAU



Disons qu'il y a un grand potentiel à Sherbrooke, mal exploité, on le cache beaucoup. Sous-financement des concerts de la cité, Gros pow-wow du Lac des nations où n'est pas foutu de donner de la place à la relève musicale de notre ville. En plus, c'est bien beau les petits bars mais ce n'est pas ce qui fait vivre les musiciens, on a un besoin criant d'une salle de taille moyenne pour la musique émergente. Sinon, une petite idée comme ça qui circule depuis plusieurs années : Pourquoi ne pas déménager les locaux de l'École de musique de l'UdeS au centre-ville?

Un exemple criant : La place de la Cité non mais ça date des années 80. Pas de backstage, c'est pas aménagé pour faire des gros concerts gratuits, c'est fait pour faire danser des matantes qui font de la danse en ligne pourtant il y a quelque chose à faire avec nos infrastructures culturelles. C'est bien beau le carré stratchona mais c'est juste de petits événements ponctuels. Quand c'est le temps d'organiser des jeux du Canada on en trouve du fric pis des stratégies d'ensemble pour développer les infrastructures sportives. Mais la culture à Sherbrooke c'est de seconde et même de troisième classe, notre ancien maire Perrault pis son faire valoir J-F Rouleau y'en ont rien à foutre..

JULIE BABIN



Je suis relativement satisfaite de la vie culturelle (Disons, 7 sur 10!) J'aimerais bien qu'on ait plus de cinéma de répertoire : la Maison du cinéma fait des efforts, mais Hollywood pousse très fort...

PHILIPPE INTERNOSCIA



Compte tenu que les francophones sont souvent individualistes et insipides, je trouve que la vie culturelle est convenable quoique inintéressante. Pour améliorer celle-ci tout le monde devrait lire le zine de BD «Trace Brune».

RAOUL DUKE



IL FAUT UNE SALLE DE SPECTACLE COMME LE TELEPHONE!!!! C'est plate le siboire, pis le boquébière ca sonne le cul pour la sonorisation....!

NÉCESSAIRE CHOMSKY

Claude Dostie Jr

DANS SON DERNIER HOPE AND PROSPECTS, CHOMSKY FAIT ENCORE LA PREUVE DE SA NÉCESSITÉ. LE LIVRE EST UN RECUEIL DE CONFÉRENCES ET DE TEXTES PRODUITS À PARTIR DE 2006. L'ÉRUDITION DE L'HOMME IMPRESSIONNE. IL FAIT CROULER LE LECTEUR SOUS LES CITATIONS DE DOCUMENTS OFFICIELS OU DE PROCÈS-VERBAUX DE RÉUNIONS EN HAUT LIEU. LE TOUT DOUBLÉ, ENTRE AUTRES, DE SES INCESSANTES DÉNONCIATIONS DES VIOLATIONS AMÉRICAINES (ET ISRAËLIENNES) DU DROIT INTERNATIONAL.

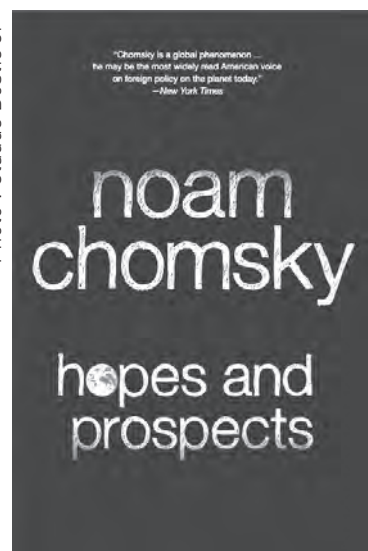


Photo : Claude Dostie Jr

Chomsky est un anarchiste. Les États sont, pour lui, des structures illégitimes en raison notamment de la violence dont ils sont capables. Le seul frein au pouvoir de l'État est la population ou... le pouvoir d'un autre État. Et il serait évidemment naïf de croire ne serait-ce que pendant une seconde que les États pensent en d'autres termes que la simple puissance.

Même s'il peut paraître simpliste, le support de l'analyse de Chomsky va droit au but. Dans presque tous les textes regroupés dans le bouquin, Chomsky s'en remet à Thucydide et... Adam Smith pour expliquer les événements économique-politiques du dernier siècle.

LA MAIN TRÈS VISIBLE DES «ARCHITECTES»

Adam Smith, qui critiquait le système mercantiliste anglais, déplorait que les «marchands et manufacturiers» soient les «principaux architectes» des

politiques publiques. Chomsky affirme que ce principe peut être généralisé et étendu à notre époque, sans perdre en véracité. Pour ce faire, il traite de sujets étonnement récents, comme le projet de réforme financière aux États-Unis. Celui-ci a évidemment été, sous la pression des banques (grands donateurs pour la campagne électorale de Barack Obama), ramené à un projet moins ambitieux qui, selon plusieurs experts, ne réussira pas à prévenir la prochaine crise.

La loi Dodd-Frank ne prévoit pas, en effet, un retour à la séparation entre les banques commerciales et d'investissement qui avait été instituée au lendemain de la crise de 1929 par le Glass-Steagal Act. La loi avait été abolie à la fin des années 90 par l'administration Clinton, ce qui a largement permis aux banques de prendre des proportions gigantesques, les rendant du même coup «too big to fail».

Chomsky remarque avec raison que plusieurs architectes de la déréglementation des marchés financiers sous Clinton ont été récupérés pour occuper des postes dans l'administration Obama. «So much for the change we can believe in».

Chomsky souligne aussi, très à propos, l'importance dans la der-

nière élection du financement privé. Ce fut en effet l'élection où le marketing et l'argent étaient rois.

Le problème du financement des partis aux États-Unis est très loin de se régler. À preuve, Chomsky traite d'un récent jugement de la cour suprême qui élargit les possibilités des entreprises (considérées d'ailleurs comme une personne, contrairement, fait remarquer Chomsky, aux immigrants illégaux) quant au financement des campagnes électorales. Les chefs de direction pourront ainsi dépenser l'argent des actionnaires, et ce, sans prendre la peine de les consulter.

LA LOI DU PLUS FORT

L'autre auteur fétiche de Chomsky est Thucydide, l'auteur de l'Histoire de la Guerre du Péloponnèse, qui a écrit que «Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir.» Les exemples ne manquent évidemment pas : Haïti, Irak, extermination des Amérindiens, etc.

Chomsky reprend pour l'occasion sa thèse sur la tactique du parrain. Pour lui, toutes les interventions militaires ne sont pas nécessairement liées, dans l'immédiat, à des intérêts économiques. Elles ont parfois l'intimidation comme objectif. L'intervention en Yougos-

lavie à la fin des années 90 est un bon exemple.

Par-dessus tout, Chomsky est un fin analyste du discours des élites américaines. Il prend un malin plaisir à confronter les dires des Obama, Bush et autres sur la supposée «mission transcendante» des États-Unis dans le monde. Il souligne sans cesse que le discours sur «l'exception américaine» voudrait nous faire croire qu'Oncle Sam n'a, au fond, toujours été qu'une puissance benévole relativement désintéressée et non une puissance impériale calculatrice quelque peu sadique qui manipule l'opinion publique sans vergogne, telle que démontrée d'une manière convaincante par Chomsky.

Woodrow Wilson, l'«idéaliste» président américain qui, après la Première Guerre mondiale, défendait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne croyait probablement pas que ce droit s'appliquait aux citoyens de la République dominicaine qu'il a envahi en 1916 afin de «restaurer l'ordre public» et qu'il a occupé jusqu'en 1926.

Tout comme le discours sur l'établissement de la démocratie en Afghanistan ou en Irak, le discours américain n'est que cela : un discours. Celui du plus fort.

CAMP D'ACTION CLIMATIQUE : LA RÉSISTANCE EST UN TERREAU FERTILE!

Alexandre Ouellet

DU 7 AU 23 AOÛT A LIEU LE CAMP D'ACTION CLIMATIQUE À TRENTE MINUTES DE SHERBROOKE. C'EST AU HAMEAU L'OASIS À DUNHAM (1964 CHEMIN SCOTTSMORE) QUE SE REJOIGNENT LES ACTIVISTES ENVIRONNEMENTAUX QUI SE MOBILISENT CETTE ANNÉE CONTRE L'EXPANSION PÉTROLIÈRE D'UN OLÉODUC PROVENANT DES SABLES BITUMINEUX ALBERTINS.

Depuis maintenant huit ans, des gens des quatre coins du Québec se rassemblent, au sein du campement autogéré, pour mettre de l'avant et vivre concrètement la justice sociale et expérimenter les alternatives durables. Un beau pied de nez à la société capitaliste actuelle et à ses ravages.

Des centaines de militant(es) mettront en place un des premiers camps climatiques au Canada ! Au fil du temps, les campements autogérés du Québec se sont diversifiés et se sont concentrés sur divers projets comme l'autogestion alimentaire, l'activisme écologique, les actions politiques etc. Cette année, l'évènement a lieu à Dunham tout près de Sutton dans un geste d'opposition au projet Trailbreaker qui représente une menace directe pour la population locale et celle du Québec.

Le projet Trailbreaker prévoit la construction d'un segment d'oléoduc pour acheminer le pétrole brut issu des sables bitumineux albertains vers la côte américaine, via le sud du Québec. La construction d'une station de pompage à Dunham est aussi prévue et représente un élément essentiel à la réalisation du projet Trailbreaker.

L'inquiétude est vive chez les citoyens de cette petite localité des Cantons-de-l'Est qui ne désirent pas vivre un désastre écologique sur leurs terres, comme ce fut le cas en 1999 à St-Césaire dû à un vieil oléoduc. En 1999, les quelque 5500 Césairois avaient été touchés par un déversement de pétrole équivalent au contenu de deux camions citernes à la station de pompage de la municipalité. L'hydrocarbure avait contaminé un ruisseau relié à la rivière Yamaska.

Toutefois, ils auront l'occasion de partager leurs réflexions avec les nombreuses personnes qui assisteront au camp d'action climatique. Le campement fera, durant 15 jours, la promotion de solutions qui s'imposent pour mettre un terme à l'exploitation destructrice des sables bitumineux.

«C'est un rassemblement qui touche tous les riverains de l'oléoduc, de Montréal-Est à la frontière américaine en passant par 14 municipalités de la Montérégie et des Cantons-de-l'Est. Toute personne qui est intéressée à protéger nos écosystèmes des dangers présentés par l'oléoduc pourront passer à l'action avec nous,» a annoncé Cameron Fenton, un environnementaliste de l'organisation Climate Justice Montreal.

Une grande manifestation est prévue pour le 15 août à 13 heures ayant comme point de départ le Parc l'Envol de Dunham. Du 17 au 22 août, auront lieu les journées de convergence où les campeurs auront la chance de participer à plusieurs ateliers sur des sujets allant de la souveraineté alimentaire aux transports alternatifs en passant par l'agriculture urbaine et les actions directes non-violentes.

Mais le campement, c'est avant tout un milieu de vie débordant de partage, d'échanges, de mise en commun de nos utopies et d'actions porteuses de changements.

Si vous désirez avoir plus d'informations sur la programmation, sur les objectifs ou sur la manière de s'y rendre, je vous invite à vous rendre sur le site du Camp d'Action Climatique au www.uncampement.net/.



« C'est huit mille pieds carrés de potager dont il est question, avec plus de cent plants de tomates! »

Photo : Hubert Richard

HISTOIRE D'UN JARDIN...

Hubert Richard

ON MET TANT D'EFFORTS ET D'ARGENT POUR DES CHOSSES QUI SONT UN PEU DÉSASTREUSES POUR NOTRE VIE OU POUR LE SORT DE LA PLANÈTE QU'IL SERAIT NORMAL DE FAIRE L'EFFORT D'AVOIR UN JARDIN POUR NOTRE BIEN-ÊTRE ET CELUI DES AUTRES. CETTE ANNÉE, NOUS AVONS VOULU NOUS ASSURER QU'IL Y AURAIT BEL ET BIEN UN ENDROIT EN PLEIN COEUR DE LA VILLE POUR VOIR EN ŒUVRE TOUTE LA FÉCONDITÉ DE LA TERRE! MAIS COMBIEN CELA PEUT COÛTER? SURTOUT QUE J'ÉTAIS RÉSOLU À AMÉNAGER EN JARDIN LA MOITIÉ DU TERRAIN CONVOITÉ.

Ça coûte des sous, c'est certain! 200 \$ pour le tracteur qui est venu labourer le champ, étendre et mélanger les deux voyages de dix roues de compost de fumier de cheval. Celui-ci nous était donné, mais il en a coûté environ 400 \$ pour le faire livrer. Puis les semences, les barils d'eau, les boyaux d'arrosage et les arrosoirs... En tout, environ 800 \$! Heureusement, c'est exactement le montant en commandite que j'ai réussi à obtenir auprès de certains fournisseurs de notre dépanneur.

Quel est ce terrain? Mais c'est le champ superbe au côté d'un ancien lave-auto entre Bowen sud et le boulevard Saint-François, que les usagers de la Chaudronnée et les résidents du coin traversent pour sauver quelques minutes de marche et qui donne vue sur la rivière Saint-François. Comment avons-nous fait pour nous entendre avec le propriétaire du terrain? Je lui ai proposé que notre dépanneur prenne en charge les assurances en responsabilité découlant des activités de jardinage sur son terrain. Heureusement,

le propriétaire comprenait nos motivations! Toutefois, celui-ci avait un associé qui voulait une forme de compensation. Nous avons trouvé un terrain d'entente en nous associant avec Action Saint-François pour que ceux-ci puissent fournir un reçu de bien-faisance au propriétaire, égal à la valeur de la taxe foncière qu'il paie pour le terrain.

Ce n'est que vers la troisième semaine de juin que nous avons pu accueillir le tracteur et les camions de fumier sur le site. Que de sensations! C'est un tout petit tracteur muni d'un motoculteur qui a retourné la terre et coupé les grandes herbes. Celui-ci est parvenu à faire son travail, mais cela n'a pas été facile : il a dû s'arrêter une vingtaine de fois à cause de trop grosses roches!

Tout le reste s'est fait à la main : enlever les roches, modeler des rangs en pelletant la terre. Mais c'est ça, la joie d'un potager; il y a du travail à faire chaque jour et tout spécialement au début! Et parfois, c'est un peu stressant, comme lorsqu'il faut planter plus

de deux cents plants de légumes en une fin d'après-midi! Nous avons sollicité des dons de plants auprès des serres de la ville et ceux-ci ont bien répondu à l'appel. Heureusement, nous avons eu un coup de main spontané de bénévoles pour les planter...

C'est huit mille pieds carrés de potager dont il est question, avec plus de cent plants de tomates. Et je suis fier de pouvoir vous dire que ça pousse! Il y a de la laitue, des fèves, des concombres, des choux, des brocolis, des piments, des cerises de terre, du persil, des aubergines, du basilic et des tomates. Il faut dire que c'est surtout moi et ma femme qui nous en occupons. Nous y allons avec nos enfants et c'est bon pour eux. En fait, c'est bon pour tout le monde. De toute façon, vous êtes tous invités à venir y faire un tour et y cueillir quelque chose.

L'auteur est propriétaire du Free-go communautaire et Chef intérimaire du parti Comme une eau Terre.



À ta défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**RENCONTRE PUBLIQUE D'INFORMATION
CHAQUE MERCREDI SOIR À 19H**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

www.lemcce.org

« Actif depuis 1980 »

819.566.5811



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurie r, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidarité@aide-internet.org

Une coalition pour une répartition équitable de la richesse.

SHERBROOKE VILLE EN TRANSITION : PEUT-ON SE LIBÉRER DE NOTRE DÉPENDANCE AU PÉTROLE ?

Gédéon Verreault

LE MOUVEMENT VILLES EN TRANSITION EST ORIGINAIRE DU ROYAUME-UNI. IL EST NÉ EN RÉPONSE AUX DEUX PLUS GRANDES CRISES AUXQUELLES FONT ACTUELLEMENT FACE L'HUMANITÉ, SOIT LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PIC PÉTROLIER. ON A BEAUCOUP PARLÉ DE LA PREMIÈRE, MAIS ON COMMENCE SEULEMENT À PARLER DE LA SECONDE.

En quelques mots, cette crise nous vient de notre dépendance à une ressource épuisable, le pétrole. Notre dépendance va commencer à être un réel problème non pas le jour où il n'y aura plus de pétrole, mais bien le jour où la production de pétrole ne pourra plus suivre la demande. Ce sera alors la fin du pétrole à bas prix. La date prévue de cette situation varie selon les organisations, entre 2010 et 2030, mais elle devrait arriver réalistement entre 2010 et 2020, ou pour ainsi dire demain.

DÉPENDANCE AU PÉTROLE ET CONSÉQUENCES DU PIC PÉTROLIER

Tout notre système économique est basé sur cette énergie abordable. Elle est la source des plastiques qui sont omniprésents. Mais surtout, elle est l'énergie de prédilection pour le transport. Un secteur en particulier est très dépendant du pétrole : l'agriculture. La production industrielle des aliments utilise des quantités énormes de pétrole, pour la production des engrais chimiques, pour la propulsion des tracteurs et pour le transport à travers le monde. Quand le prix du pétrole commencera à augmenter rapidement, c'est le prix de tout ce que nous consommons qui va augmenter, en plus de celui de l'essence. Certains expliquent déjà la crise économique récente par l'augmentation du prix du pétrole au milieu des années 2000. Les consommateurs américains surendettés devant mettre plus d'argent dans l'essence ont eu plus de difficulté à payer leurs hypothèques, ce qui expliquerait l'augmentation des défauts de paiement et la crise des papiers commerciaux adossés à des actifs à l'origine de la crise financière.

SOLUTION TECHNOLOGIQUE OU CITOYENNE ?

Alors, quelle est la solution à ce problème? Des énergies alternatives à bas prix permettant de continuer à faire rouler l'économie? Des découvertes technologiques permettant de propulser les véhicules à faible coût? Ces solutions qui permettraient le statu quo n'existent pas pour l'instant et passent à côté de l'essentiel ; nous sommes en face d'un problème social qui doit trouver sa solution dans une nouvelle organisation sociale et économique. Pour le mouvement Villes en Transition, la crise est vue comme une opportunité de reconstruire nos communautés sur des bases plus respectueuses de l'environnement, mais surtout plus respectueuses de l'être humain. Et cela passe par l'implication des individus dans leur communauté. Villes en Transition propose une démarche de mobilisation citoyenne permettant de dynamiser les projets existants et de permettre l'éclosion de nouveaux projets. Des exemples : favoriser l'agriculture urbaine, les paysages comestibles, le transport actif et en commun, l'implantation d'une monnaie locale, l'implication des jeunes et des moins jeunes... Elle mise sur l'implication des citoyen(ne)s, mais aussi des groupes et des élus municipaux. C'est un mouvement qui vous intéresse? Restez alerte! Plusieurs activités d'information et de mobilisation sont prévues cet automne.

L'auteur fait partie de Sherbrooke Ville en Transition.



Photo : Etienne Ménard

LA KING, LES CHARS, LE TIMES ET AUTRES LIEUX COMMUNS

Marc Bédard Pelchat

JE RÉFLÉCHIS... PEUT-ÊTRE VAIS-JE ME CONTENTER D'ÊTRE RÉFLEXIF. AINSI, J'UTILISE ASSEZ SOUVENT ALLÔ-STOP ET AMI-GOEXPRESS DEPUIS LE PRINTEMPS, POUR ME RENDRE À MONTRÉAL. CELA COÛTE MOINS CHER ET ÉVITE L'AJOUT D'UN AUTRE VÉHICULE SUR LA ROUTE.

De plus, si on est le moins curieux, cela permet de discuter avec des gens avec qui on ne le ferait pas en temps normal. J'ai ainsi rencontré pas mal de monde faisant la navette Sherbrooke-Montréal pour autant de raisons qu'il y a de gens. Prendre l'autobus serait un choix encore plus écologique, mais le service de Transdev revient de trois à quatre fois plus cher que dans la formule du covoiturage.

J'ai choisi il y a très longtemps de ne pas avoir de voiture. Le parc automobile a facilement doublé depuis lors. La quantité de voitures dans une ville comme Sherbrooke fait que les quelques dix cyclistes qui utilisent la route passent pour des weirdos, et dans certains cas ils en ont l'allure. Autrement dit, ce n'est pas demain la veille que l'on pourra affubler Sherbrooke du vocable ville écologique, comme le souhaiteraient les édiles municipaux. Il faudra plus que des fleurs sur les talus et des pistes cyclables hors routes pour y arriver.

On s'apprête à prolonger l'auto-route 410 en passant par les bois et les champs entre le sommet de l'université et le centre d'Agriculture Canada aux limites de Lennoxville. La voiture prend toujours de plus en plus d'espace et empiète allégrement dans les territoires agricoles et la nature. Nous avons aboli le lien ferroviaire entre

Sherbrooke et Montréal, il y a belle lurette au profit de la voiture individuelle. Un groupe a décidé de lancer une étude de faisabilité du retour du train. L'autobus coûte trois fois plus cher que les services de covoiturage. On imagine qu'il en serait de même du train. Bien évidemment, je n'aurais pas le temps de parler de tous les paramètres au sujet du transport à Sherbrooke et au-delà.

D'autre part, on ne peut pas dire que les promoteurs de l'hôtel Times ou les élus municipaux de Sherbrooke ne prêchent pas par excès d'innovation ou d'esthétique. La façade extérieure de l'immeuble nous ramène aux pires exemples d'architecture des 40 dernières années. Il n'y a pas beaucoup de place à de la fantaisie dans la tête de ces gens-là; à l'image de la King Ouest et du boulevard Bourque: de banales boîtes carrées ou rectangulaires, tristes à mourir. Au loin, il apparaît évident que le type de fenestration de l'hôtel absorbe toute la chaleur solaire, ce qui doit se manifester dans l'usage de l'air conditionné. Nous sommes en 2010, pas en 1970. Rien dans cet immeuble ne comprend quelque avancée en matière environnementale. Pourtant, il existe quantité de matériaux et de méthodes pour faire en sorte que des parois tant opaques que vitrées puissent servir à capter l'énergie solaire et en produire de l'électricité. Avec des surfaces

aussi grandes et une exposition hors pair au soleil et aux quatre vents, on aurait pu aussi intégrer de petites éoliennes sur le toit de l'immeuble. D'autres aspects pourraient être traités avec un peu de temps et de réflexion.

Le centre-ville de Sherbrooke ne paie guère de mine. «La Main» est peu conviviale. La rue Wellington Sud est un bel exemple de folklorisation d'une rue commerçante. Pourtant, c'est ce type de rapport à la rue qui est le plus intéressant. Partout. La rue King Ouest, en cela, rejoint les boulevards Taschereau à Brossard, des Laurentides à Laval, Laurier à Québec en terme de désintégration urbaine en une espèce de schizoïdie du rapport à l'existence où l'automobile sert d'habitacle et d'armure à l'individu qui n'a plus le temps de vivre et qui doit faire une folie de kilomètres pour retourner à son bungalow. Ce scénario d'aménagement du territoire qui dure et perdure est très intrigant.

On a déjà parlé dans Entrée libre de la disparition du dépanneur. Ce n'est pas que la disparition du dépanneur, mais la disparition de la fabrication de villes à échelle humaine pour les remplacer pour des villes soi-disant fonctionnelles, sans âme, de Beijing à Dubaï, en passant par Sherbrooke qui va chercher son inspiration on ne sait pas où.



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

• Des ressources à découvrir • Des alternatives à offrir • Une force en devenir



chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819.791.4203

LE LIBRE-ÉCHANGE S'ATTAQUE AUX SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX.

Jean-Martin Veilleux

AU LENDEMAIN DES MANIFESTATIONS CONTRE LE G20, LE BULLDOZER NÉO-LIBÉRAL N'EST PAS EN RESTE.

En fait, bien avant le sommet du 12 février 2010, une étape de plus avait été franchie dans l'intégration des marchés du Canada et des États-Unis. Un nouveau traité appelé en anglais le CUPA (Canada-US Agreement on Government Procurement) venait d'être signé. Ce dernier ciblant les services publics de tous les paliers de gouvernements.

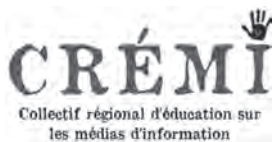
Cet accord économique permet aux compagnies américaines d'avoir accès au marché des appels d'offres des gouvernements provinciaux et des municipalités canadiennes tandis que les compagnies canadiennes auront accès aux appels d'offres des différents paliers de gouvernements états-uniens. L'annexe du traité prévoit aussi permettre l'accès aux appels d'offres de beaucoup d'organisations financées publiquement telles que les écoles et les programmes de développements régionaux. De la sorte, les deux gouvernements ont conclu, sans plus de débats publics ni de transparence, un traité qui enferme encore plus l'économie dans une logique néo-libérale.

La signature de cette entente venait régler une bonne partie du conflit qu'avait engendré la politique «Buy American» de Barack Obama dans son programme de relance économique de février 2009. Perçue comme une mesure protectionniste contraignant le libre marché, cette politique a été très fortement dénoncée par les lobbys capitalistes canadiens. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la principale personne s'étant portée défenseur des entreprises canadiennes et du libre marché était le président de la Fédération Canadienne des Municipalités de l'époque, nul autre que M. Jean Perrault, le maire de Sherbrooke d'alors.

D'autre part, le CUPA n'est pas le seul traité de libre-échange ayant fait récemment apparition au Canada. Le New West Partnership Trade Agreement unit la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan au sein d'un bloc économique néo-libéral tendant à homogénéiser les différences de réglementations perçues comme des barrières inter-provinciales à la liberté de marché. Grâce à cet accord, une compagnie peut, en cas de conflit, poursuivre un gouvernement à la hauteur de 5 millions de dollars pour avoir adopté une réglementation améliorant les normes du travail ou adopté une politique de protection environnementale par exemple.

Une situation semblable a déjà eu lieu lorsque, après avoir interdit l'utilisation d'un herbicide nocif, le gouvernement du Québec s'est fait poursuivre par Dow Chemicals pour 2 millions de dollars. Le produit chimique appelé le 2,4-D est utilisé pour traiter les pelouses contre les pissenlits et est interdit dans quelques pays européens.

Ainsi, en plus du nouveau traité CUPA, si on se fie aux mécanismes actuels de la mondialisation économique, le Québec diminuera ses réglementations portant sur l'environnement et le travail vers le bas pour l'homogénéiser avec les provinces voisines. Selon un porte-parole de l'Institut Fraser, l'abolition des «barrières interprovinciales» par des accords de libre-échange inter-provincial facilitera les futures négociations de traité de libre-échange avec l'Europe qui serait en cours.



Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour plus d'information : (819) 346-0101



« Comment l'Estrie peut-elle diminuer sa consommation de pétrole et accroître son indépendance énergétique... »

Photo : Martin Bérubé

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉNERGIE

Antoni Daigle et Jacinthe Caron

DEPUIS LE PRINTEMPS DERNIER, LE REGROUPEMENT NATIONAL DES CONSEILS RÉGIONAUX DU QUÉBEC (RNCREQ) ET L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE (INM) TRAVAILLENT ACTIVEMENT AVEC DE NOMBREUX PARTENAIRES À LA PLANIFICATION DES RENDEZ-VOUS DE L'ÉNERGIE.

Dès l'automne, cet événement qui se mettra en branle dans toutes les régions du Québec, vise à réunir de nombreux acteurs clés de la société québécoise afin d'assurer la mobilisation et la sensibilisation de la population au sujet de notre portrait énergétique et de notre dépendance aux énergies fossiles. Organismes, experts et citoyens seront conviés à prendre part à cette démarche en exprimant leur vision d'un Québec sans pétrole.

CONSULTATION RÉGIONALE EN ESTRIE

En Estrie, c'est le Conseil régional de l'environnement (CREE) qui coordonne les activités des Rendez-vous de l'énergie. Avec la volonté d'entendre une variété de points de vue, le CREE a mis sur pied un comité régional composé, entre autres, de représentants du milieu municipal, des MRC, des transports, du milieu universitaire et de la recherche, de l'agriculture, des ministères de l'environnement, de la jeunesse, etc. qui le supportera dans le déploiement de l'événement.

La création de ce comité marque la première étape de la démarche en Estrie. Une fois le comité constitué, celui-ci pourra notamment guider et orienter le CREE sur la manière dont la consultation du grand public et des agents socioéconomiques se fera. Cette mobilisation régionale permettra de recueillir les données nécessaires à l'élaboration de recommandations régionales.

La question à laquelle la consultation devrait chercher des réponses ou des pistes de solution est la suivante : « Comment l'Estrie peut-elle diminuer sa consommation de pétrole et accroître son indépendance énergétique tout en favorisant le développement économique et social harmonieux de son territoire? »

Pour obtenir une réponse « locale » à cette question auprès des

acteurs socio-économiques, le CREE aimerait pouvoir tenir une consultation dans chacune des MRC de l'Estrie, et dans la Ville de Sherbrooke. Et parce que l'avenir énergétique du Québec concerne avant tout les générations futures, le CREE s'appuie sur l'expertise du Forum jeunesse Estrie dont la mission est de mobiliser les 15-35 ans.

CONSULTATION PROVINCIALE

Une fois les consultations régionales terminées, l'information recueillie servira à la préparation d'une consultation provinciale. Cette consultation sera ouverte à tous les acteurs intéressés par la question énergétique et la réduction de la dépendance du Québec au pétrole.

Cette activité présentera une synthèse des résultats des consultations régionales. L'objectif de la consultation sera de tenter d'identifier s'il existe des enjeux communs à l'échelle provinciale, qui pourront faire l'objet de propositions. Le RNCREQ et l'INM diffuseront les résultats de cette consultation dans les médias ainsi qu'auprès des décideurs.

POURQUOI FAIRE CETTE DÉMARCHÉ MAINTENANT?

Dans un premier temps, la société québécoise, comme bien d'autres sociétés à travers le monde, remet en question les choix énergétiques, alors que se développent de nouvelles technologies pour combler nos besoins énergétiques, et devant le tollé que soulèvent les grands projets routiers, hydroélectriques, d'explorations gazières ou pétrolières et éoliennes, nous estimons qu'il est grand temps de mener une vaste consultation pour questionner le profil de production et de consommation de l'énergie au Québec.

Dans un second temps, le CREE est tout à fait d'avis que le moment est excellent pour s'arrêter et se poser des questions quant

à notre consommation et production d'énergie. Des exemples en région nous démontrent que les Rendez-vous de l'énergie arrivent à un moment important de prises de décision face à l'énergie.

INITIATIVES EN ESTRIE

Différentes initiatives prennent ou prendront forme en Estrie cet automne. Nous pensons notamment à l'initiative de la Société de transport de Sherbrooke et de la Ville de Sherbrooke d'élaborer une politique de mobilité et de transports durables avec la mise sur pied du Centre de mobilité durable de Sherbrooke.

Les municipalités de Lac-Mégantic et de Sherbrooke, ainsi que les 10 municipalités de la MRC du Haut-Saint-François s'attèleront à la tâche de la mise à jour de l'inventaire d'émissions de gaz à effet de serre et réaliseront des plans d'action pour les réduire.

La Conférence régionale de l'Estrie élabore le Plan régional de développement intégré des Ressources et du Territoire qui inclut notamment un portrait de la production énergétique et qui encadrera la Commission régionale des ressources naturelles et du territoire dans ses tâches.

Il y a non seulement les décideurs, mais également la communauté qui s'investit dans une démarche visant à réduire notre empreinte environnementale. Le mouvement citoyen «Villes en transition» dont le but est d'augmenter la capacité de résilience des communautés au Pic pétrolier prend son envol à Sherbrooke et semble vouloir émerger dans la municipalité de Coaticook et de Lac-Mégantic.

Les auteurs sont, respectivement, chargé de projet et directrice générale au Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie.

ÉNERGIE : UNE VASTE CONSULTATION SE PRÉPARE EN ESTRIE

Antoni Daigle et Jacinthe Caron

LE MOINS QU'ON PUISSE DIRE, C'EST QUE LA QUESTION DE L'ÉNERGIE S'EST DÉVERSÉE ABONDAMMENT DANS L'ACTUALITÉ CET ÉTÉ. QU'ON FASSE RÉFÉRENCE AUX NOMBREUX DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES SURVENUS, AU DÉBAT SUR L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION D'ÉNERGIE FOSSILE DANS LA VALLÉE DU ST-LAURENT OU AU DÉMANTÈLEMENT DE LA RAFFINERIE SHELL DE MONTRÉAL-EST, CES EXEMPLES NOUS DÉMONTRENT QUE LE TEMPS EST VENU DE S'ARRÊTER ET DE SE POSER DES QUESTIONS QUANT À NOTRE CONSOMMATION ET PRODUCTION D'ÉNERGIE.

Sans conteste, l'incident qui retient le plus notre attention cet été demeure l'explosion de la plate-forme pétrolière de BP qui a laissé échapper près de 780 millions de litres de pétrole dans le Golfe du Mexique. Une catastrophe que nous savons beaucoup plus grave que celle de l'Exxon Valdez qui hantait encore la mémoire collective.

Les incidents liés à l'exploitation pétrolière ne sont pas nouveaux. Chaque année des milliers de déversements se produisent dans tous les coins de la planète. Juste ici au Québec, la Garde côtière canadienne avance qu'il se produit près de 200 incidents par année impliquant des déversements de pétrole.

Bien que catastrophique, le déversement dans le golfe du Mexique survient ironiquement au moment où le Canada s'apprête à exploiter les hydrocarbures dans les eaux du fleuve St-Laurent (un premier forage est prévu sur le territoire de Terre-Neuve pour 2011 alors que l'emplacement du puits devrait se décider cet automne). N'y voyons-nous pas une leçon de plus qui devrait nous rappeler de prendre un recul et d'étudier les impacts de cette décision? De prendre une décision collective et réfléchie?

Dans le dossier de la raffinerie Shell de Montréal-Est, il semble finalement que le gouvernement n'interviendra pas pour sauver les emplois en périls. Un geste qui aurait pu paraître étrange étant donné les profits faramineux qu'engrange cette industrie.

Selon Pierre-Olivier Pineau, professeur aux HEC Montréal et spécialiste des politiques énergétiques, la fermeture de la raffinerie Shell est plutôt une bonne nouvelle puisqu'en diminuant sa capacité de raffinage, le Québec s'aligne en concordance avec la politique de diminution des GES. Néanmoins, ce dernier n'y voit pas pour l'instant une orientation très claire, mais plutôt une exception. Les produits pétroliers continueront de sortir de l'ex-raffinerie pour alimenter le secteur du transport responsable de 40 % des émissions de GES.

Par ailleurs, la reconversion de la raffinerie Shell en grand réservoir ne semble pas une si bonne nouvelle, car si elle prévoit assurer une certaine sécurité d'approvisionnement énergétique pour le Québec, elle augmentera également le trafic sur le fleuve St-Laurent, une voie navigable déjà difficile en raison de ses courants et de son manque de profondeur par endroits.

Un autre débat qui s'est tenu cet été est celui sur l'exploitation des gaz de schiste (shale gas). Le journal Le Devoir a fait un bel écho de ce dossier dans sa section «libre opinion». Tour à tour, des acteurs du secteur énergétique du Québec se sont affrontés et ont présenté leur vision par rapport à cet enjeu. Certains, plus près du gouvernement, prônaient la nationalisation de ces ressources ou sa privatisation afin d'augmenter les revenus de l'État, tandis que d'autres réclamaient un moratoire, en attendant d'y voir plus clair sur les coûts environnementaux encore méconnus. Évidemment, pas de gagnant au terme de cette bataille. Vous y voyez plutôt les intérêts divergents d'une société de plus en plus sclérosée en raison d'un manque de dialogue.

Si la plupart des camps s'entendent pour dire que le Québec doit accroître son indépendance énergétique, la voie pour y parvenir est différente pour chacun d'eux. D'un côté, certains, le Ministère des Ressources naturelles et de la faune en tête, font des pressions pour exploiter le pétrole et le gaz naturel du fleuve St-Laurent. Pour la Ministre Normandeau, il ne semble faire aucun doute que notre indépendance énergétique passe par cette voie. Du moins, c'est ce qu'elle affirmait lors de la première assemblée de l'Association pétrolière et gazière du Québec en octobre dernier en compagnie d'André Caillé.

D'autres, les groupes environnementaux en tête, souhaitent plutôt que notre indépendance au pétrole passe par la production d'énergies non fossiles comme l'hydroélectricité, la géothermie, l'éolien, ou la biomasse, sans oublier l'efficacité éner-

gétique, cette énergie qu'on n'utilise tout simplement pas...

Il est probablement incohérent pour beaucoup de gens de voir un gouvernement investir à la fois dans la production d'énergies fossiles et non fossiles. Investir dans tous les créneaux – conversion vers l'énergie électrique, solaire ou éolienne, programmes d'efficacité énergétique, exploitation gazière, recherche et développement de nouvelles énergies, réaménagements routiers, etc. – coûtera trop cher au gouvernement, qui risque finalement de

rater toutes ses cibles et de ne contenter personne. Dans cette optique, il est grand temps qu'une grande réflexion ait lieu sur ces enjeux afin que les solutions qui auront l'aval collectif soient mises de l'avant.

Les auteurs sont, respectivement, chargé de projet et directrice générale au Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie

Un beau geste pour l'environnement et de substantielles économies d'énergie !

Débarrassez-vous de ce deuxième réfrigérateur que vous n'utilisez qu'à l'occasion. Il consomme beaucoup d'énergie même s'il est vide. En vous en départissant, vous réduirez votre consommation d'électricité annuelle et contribuerez à la protection de l'environnement, puisqu'il sera recyclé à 95 %.

Pour chaque appareil récupéré, Hydro-Québec vous fera parvenir un chèque de 60 \$ après la collecte du vieil appareil.

Inscrivez votre demande en ligne, au www.recyc-frigo.com, ou communiquez avec l'escouade RECYC-FRIGO, au **1 877 493-7446 (49FRIGO)***.

Nous viendrons le chercher GRATUITEMENT !

Assurez-vous d'avoir votre facture d'électricité en main.

* L'appareil doit avoir plus de 10 ans, avoir un volume intérieur entre 10 pi³ et 25 pi³ et être fonctionnel et branché.



Le programme RECYC-FRIGO, une initiative d'Hydro-Québec, est administré par le Consortium MRE ENVIRONNEMENT. Hydro-Québec fera parvenir un chèque de 60 \$ au propriétaire de l'appareil, une fois celui-ci récupéré. Une limite de deux appareils par foyer s'applique. Les appareils commerciaux ne sont pas admissibles. Hydro-Québec se réserve le droit de mettre fin à ce programme sans préavis. Certaines restrictions peuvent s'appliquer.



S'AFFICHER, UN BON MOYEN DE REJOINDRE LA COMMUNAUTÉ!

Profitez d'un espace publicitaire format carte d'affaire pour seulement 40 \$!

Autre format et service d'infographie aussi offert! Contactez nous!

819.821.2270 • j.entree.libre@gmail.com